



Commerce extérieur

Le Togo totalise 53 milliards FCFA d'exportations vers la Cédéao en mars 2024

Le commerce extérieur du Togo montre un dynamisme des exportations du pays vers la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). En mars 2024, les exportations ...



PAGE 5

DOSSIER



Enseignement au Togo

Mécanismes de développement

À partir des travaux du Conseil présidentiel sur l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'il y a une dizaine d'années, les objectifs retenus sont la construction et la réhabilitation des infrastructures académiques, administratives, socioculturelles et sportives au sein des universités publiques du pays.

PAGES 6&7

ENVIRONNEMENT



Crise climatique

Ne pas laisser pour compte les communautés les plus vulnérables

Ces derniers mois, des camps temporaires pour les personnes déplacées et des sites de réfugiés en Afrique, en Asie et même en Amérique du Sud ont été touchés par une série d'inondations catastrophiques ...

PAGE 10



Cédéao-AES

Décryptage d'une médiation qui s'annonce

Lors de la 65ème session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) le dimanche 7 juillet 2024 à Abuja au Nigeria, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a été choisi comme facilitateur dans les discussions avec l'Alliance ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Cinq athlètes représenteront le Togo aux JO de Paris

Ils sont trois femmes et deux hommes, pour défendre les couleurs de notre nation. Akoko Komlanvi va concourir en aviron. Eloi Adjavon est engagé dans le triathlon, Naomi Akakpo participera en athlétisme, Jordano Daou et Adèle Gaitou représenteront le Togo en natation.

Ces athlètes poursuivent leurs préparatifs dans leurs centres respectifs. Le Comité national olympique du Togo (CNO-TOGO) veille à ce que chaque sportif bénéficie d'un suivi rigoureux et d'un encadrement adapté pour maximiser leurs chances de succès.

Les efforts sont concentrés non seulement sur l'amélioration des performances physiques, mais aussi sur l'optimisation de la préparation mentale, essentielle pour affronter la pression des Jeux olympiques.

Les Jeux olympiques auront lieu du 26 juillet au 11 août. Cet événement mondial rassemblera les meilleurs athlètes de chaque discipline.

Achète ta Sim à 500F
et reçois 2500F de crédit
+ 100% de bonus pendant 3 mois*

Un monde nouveau vous appelle.



Avantages

+ 500 Mo
+ 100 F sur Flooz

*1ère recharge de la journée à partir de 300F

Moov Africa

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Mali/Politique Un proche du Premier ministre condamné pour avoir critiqué la junte</p>  <p>P 4</p>	<p>Enseignement au Togo Mécanismes de développement</p>  <p>P 5&7</p>	<p>Crise climatique Ne pas laisser pour compte les communautés les plus vulnérables</p>  <p>P 10</p>
---	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Bamok Yendoubouame : un boucher déterminé à Bogou

Dans la région des savanes, à Bogou, réside Bamok Yendoubouame, un boucher passionné âgé de 33 ans. Marié et père de deux enfants, il perpétue une tradition familiale séculaire : la boucherie. Cette vocation, transmise de génération en génération, fait partie intégrante de son identité. Bamok, comme ses prédécesseurs, a appris les ficelles du métier dès son plus jeune âge aux côtés de son père et de ses frères.

Son parcours entrepreneurial a connu un tournant décisif grâce au soutien financier du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Bamok Yendoubouame témoigne : "Le FNFI m'a donné les moyens de réaliser mes ambitions entrepreneuriales. Grâce à leurs produits financiers adaptés, j'ai pu investir dans l'achat de matériel de boucherie de qualité et développer mon activité à Bogou."

Le crédit accordé par le FNFI a permis à Bamok de moderniser son équipement et d'offrir des produits de meilleure qualité à sa clientèle.

"Avec les fonds du FNFI, j'ai pu acquérir des outils de découpe plus performants. Cela m'a non seulement permis d'améliorer la qualité de mes produits, mais aussi d'augmenter mes ventes", explique-t-il fièrement. Son succès n'a pas

été sans défis. Bamok reconnaît les obstacles rencontrés en cours de route : "Il y a eu des moments difficiles, mais j'ai toujours gardé le cap grâce à ma détermination et au soutien financier du FNFI." Son histoire illustre la valeur de la persévérance et de la résilience dans le monde de l'entrepreneuriat.

Le boucher de Bogou ne compte pas s'arrêter là. Il a de grands projets pour l'avenir : "Je souhaite étendre mon activité et ouvrir un deuxième stand dans la région. Grâce à l'appui continu du FNFI, je suis confiant dans ma capacité à réaliser ce rêve."

Le témoignage de Bamok Yendoubouame met en lumière l'impact positif des services financiers inclusifs sur les entrepreneurs ruraux comme lui. Son histoire est un exemple inspirant de réussite grâce à



Bamok Yendoubouame

la combinaison de la détermination individuelle et du soutien financier adéquat.

En conclusion, Bamok réaffirme sa gratitude envers le FNFI : "Je suis reconnaissant envers le FNFI pour avoir cru en mon

projet et m'avoir donné les moyens de le concrétiser. Leur soutien a été déterminant dans mon parcours entrepreneurial."

Cet exemple souligne l'importance des institutions financières

inclusives dans le développement économique des communautés rurales, en offrant des opportunités d'entrepreneuriat et de croissance à ceux qui en ont le plus besoin.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Cédéao-AES

Décryptage d'une médiation qui s'annonce

Lors de la 65ème session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) le dimanche 7 juillet 2024 à Abuja au Nigeria, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a été choisi comme facilitateur dans les discussions avec l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Son aîné et expérimenté Faure Gnassingbé du Togo lui viendra en appui.

La Conférence a d'abord exprimé sa déception face au manque de progrès dans les interactions avec les autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger, et a instruit le président de la Commission de faciliter une approche plus vigoureuse conformément aux décisions du sommet extraordinaire du 24 février 2024. La Conférence demande à la Commission d'élaborer un plan d'urgence prospectif à son intention pour faire face à toutes les éventualités dans les relations avec les pays de l'AES.

Cela veut dire que la Cédéao est consciente que cette rupture peut être définitive. Toutefois, précise le communiqué final de dimanche dernier, « la Conférence désigne Son Excellence Bassirou Diomaye Diakhar Faye, président de la République du Sénégal comme facilitateur de la Cédéao dans les discussions de la Communauté avec l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger), en collaboration avec Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, président de la République togolaise ». Comment peut-on décrypter cette actualité, notamment ce qu'il faut en attendre ? Même si Bassirou Diomaye Faye semble bénéficier d'une popularité au sein de l'AES (il a été reçu au Mali et au Burkina Faso), il faut reconnaître que la situation a vite viré du vert au rouge.

Après une visite chez Emmanuel Macron en France, et n'ayant pas clairement pris des décisions radicales à l'instar des pays de l'AES, l'on lui colle déjà l'étiquette d'instrument des puissances occidentales, notamment de la France. Il faut reconnaître que le nouveau pouvoir sénégalais est jusqu'alors

très ambigu et semble s'éloigner des discours tenus afin de gagner les cœurs de populations.

Samedi dernier, lors du premier sommet de l'AES, le capitaine Ibrahim Traoré, président du Faso a évoqué des « nègres de salon » que l'on leur a envoyés avec les propositions des « colons ». Faisait-il allusion à un certain Bassirou Diomaye Faye qui a déclaré avant même son élection vouloir aider au retour des trois pays au sein de la Cédéao ? Quoi qu'il en soit, la tâche s'annonce plus difficile pour le nouveau facilitateur, et l'on se demande si les pays de l'AES accepteront encore de le recevoir, vu qu'il est désormais décrié au sein de l'espace...

Aujourd'hui, l'on fait moins confiance à Bassirou Diomaye Faye au sein de l'AES qu'au moment de son élection. Qu'en est-il de Faure Gnassingbé ? Lui aussi, l'on lui reproche trop de proximité avec les occidentaux, notamment la France. Mais, il a su montrer qu'il ne se laisse pas instrumentaliser. En effet, alors que toute la Cédéao semblait suivre une orientation que certains affirment venir du Nord, Faure Gnassingbé a ramé à contre-courant.

Le Togo n'a jamais fermé ses frontières avec l'AES ; au contraire, le pays a maintenu des relations diplomatiques et économiques fortes avec les trois pays dirigés par des militaires.

Pour aller plus loin, la coopération sécuritaire a été maintenue. C'est un choix stratégique ; si le Togo s'amuse à jouer au donneur de leçon, le Burkina Faso ne coopérera pas dans la lutte contre les groupes terroristes, et les dégâts

seraient pires que ce que l'on a connu jusqu'alors.

Dans cette crise, le Togo a affiché un visage humain, parce que l'on voulait asphyxier les populations du Sahel, et cela n'est pas acceptable. Le Togo a joué d'importants rôles entre les autres pays de la Cédéao et le Mali. L'on se souvient de

Tiani contre le président Mohamed Bazoum et menaçaient d'attaquer le pays, le Togo est resté en dehors de ces gesticulations. Le pays de Faure Gnassingbé n'a jamais admis d'attaquer un pays voisin au risque de mettre son propre territoire en danger. Cela n'est jamais arrivé dans l'histoire du Togo, et les

en visite au sein de l'AES, et il est bien reçu, il entretient de très bonnes relations avec ses homologues, notamment l'ambassadeur Abdoulaye Diop du Mali. Et il maîtrise très bien les dossiers liés à l'AES.

L'on se souvient qu'au cours de l'année 2024, le Togo a organisé la



Faure Gnassingbé

l'affaire des 49 militaires ivoiriens considérés jusqu'à ce jour comme des mercenaires par les autorités maliennes et les populations de l'AES. Le pays a ensuite contribué à la levée progressive des sanctions sévères imposées aux pays de l'AES par la Cédéao.

Au Burkina Faso, le Togo a contribué à éviter un bain de sang lors du coup d'Etat contre le président Roch Marc Christian Kaboré, dont la femme est d'ailleurs une Togolaise. Il lui aurait même été proposé de rejoindre Lomé. Le colonel Paul Henri Sandaogo Damiba a pour sa part rapidement trouvé refuge à Lomé pendant des mois, à la suite du coup d'Etat perpétré par le capitaine Ibrahim Traoré.

Et au Niger, alors que les autres dirigeants condamnaient le coup d'Etat du général de brigade Abdourahmane

dirigeants actuels n'ont pas soutenu cette option. Au moment où les militaires étaient encore assaillis de toutes parts, Faure Gnassingbé a reçu le patron du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), le Gal Tiani à Lomé. Ils avaient décidé de redynamiser le corridor Lomé-Ouagadougou-Niamey. Les Togolais sont trop intelligents pour laisser leur port mourir à petit feu comme l'on peut le constater depuis des mois au Bénin voisin.

Le Togo mène une diplomatie discrète. Le chef de l'Etat s'affiche peu. Il utilise beaucoup son chef de la diplomatie, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey. L'on comprend d'ailleurs pourquoi ce dernier l'a représenté dimanche dernier à Abuja. Le professeur Robert Dussey est régulièrement

conférence dénommée « Lomé peace and security forum », et une délégation du Niger était présente.

Cela montre la confiance qu'il y a entre les dirigeants de l'AES et le Togo. Et c'est tout simplement parce que le Togo n'a jamais voulu prendre position lorsque les événements surviennent. Le pays respecte la souveraineté de ces pays et coopère avec les nouveaux maîtres en place.

Sur cette base, Bassirou Diomaye Faye devra faire preuve de beaucoup d'humilité, même s'il est le facilitateur désigné. S'il cherche à contourner Faure Gnassingbé pour rester le seul maître à bord, il n'aboutira à rien.

Les éléments d'appréciation que l'on vient de dérouler dans cet article l'attestent pleinement.

Edem Dadzie

Côte d'Ivoire/Sécurité

Chassés du Niger, les États-Unis redéployent leur dispositif militaire en Côte d'Ivoire

Après avoir été forcés de quitter le Niger, les États-Unis ont obtenu le feu vert pour établir une base militaire à Odienné, dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire, selon plusieurs sources proches du dossier. Le porte-parole du gouvernement ivoirien n'a pas voulu confirmer l'information. La base, dont les détails tels que les effectifs et la date de mise en service restent encore inconnus, devrait servir de nouvel avant-poste pour l'armée américaine en Afrique de l'Ouest.



La décision de créer une base américaine en Côte d'Ivoire fait suite à la décision de la junte nigérienne d'exiger le départ des troupes américaines du pays en mars. Les autorités nigériennes ont justifié leur décision par des raisons de souveraineté nationale et d'intérêt du peuple. En conséquence, les États-Unis ont dû revoir leur dispositif militaire et repositionner leurs effectifs dans la région. Un accord pour étaler le départ des quelque mille soldats américains a été trouvé en mai entre Washington et

Niamey. Les États-Unis étaient présents au Niger pour lutter contre les djihadistes qui mènent régulièrement des attaques sanglantes. À Agadez, ils disposaient d'une importante base de drones. Cependant, les autorités de Niamey ont dénoncé l'accord de coopération militaire qui les liait aux États-Unis, et le processus a commencé deux mois plus tard. Depuis le coup d'État qui a renversé le président Mohamed Bazoum en juillet 2023, le régime militaire nigérien a révisé de fond en comble

sa politique étrangère, insistant sur la priorité de sa souveraineté.

Les soldats français engagés dans la lutte contre les djihadistes ont été chassés en premier, dès la fin de 2023. Dans le même temps, Niamey s'est rapproché de la Russie, qui a acheminé des instructeurs et du matériel militaire en avril et en mai. Le pays s'est également rapproché de ses voisins, le Burkina Faso et le Mali, également gouvernés par des régimes militaires, avec lesquels il a formé une "Confédération des États du Sahel".

La création d'une base militaire américaine en Côte d'Ivoire est considérée comme la meilleure option pour les États-Unis pour continuer à lutter contre les groupes djihadistes sahéliens qui menacent les pays du Golfe de Guinée. La base permettra aux États-Unis de renforcer leur présence dans la région et de poursuivre leur engagement dans la lutte contre le terrorisme. La création de cette nouvelle base souligne l'importance de la stabilité dans la région pour les États-Unis et la communauté internationale dans son ensemble.

T.M.

Mali/Politique

Un proche du Premier ministre condamné pour avoir critiqué la junte

Boubacar Traoré, un proche du Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga, a été condamné lundi 8 juillet à un an de prison ferme par le pôle de lutte contre la cybercriminalité du tribunal de Bamako. Sa condamnation intervient à la suite de la publication d'un communiqué, signé par M. Traoré, s'opposant fermement à un maintien des militaires au pouvoir au-delà de la période initialement annoncée.

Le communiqué, émanant d'une faction du mouvement M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques) restée fidèle au Premier ministre, était perçu comme un acte de rupture entre M. Maïga et la junte qui l'a nommé, tout en lui laissant une marge d'action limitée. Bien que M. Traoré ait assumé la responsabilité du contenu du communiqué, il conserve pour l'instant son poste de Premier ministre.

Cette condamnation s'inscrit dans un contexte de restrictions croissantes de la liberté d'expression au Mali. M. Traoré est la dernière personnalité en date à être inquiétée, arrêtée ou condamnée pour avoir critiqué la junte. Les voix discordantes sont devenues rares sous le régime militaire, étouffées par les appels à l'unité nationale et les mesures répressives.

Dix opposants ont été incarcérés le 24 juin pour "complot contre les autorités légales" après avoir réclamé un retour des civils au pouvoir. Un ancien ministre de la justice, Mohamed Ali Bathily, arrêté en même temps qu'eux, avait été libéré peu après, mais a été de nouveau interpellé vendredi et placé sous mandat de dépôt.

Le Mali, confronté à une crise multidimensionnelle depuis 2012, est dirigé par des colonels depuis un double coup d'État en 2020 et 2021. La junte avait initialement annoncé un retour au pouvoir civil pour fin mars 2024, après une présidentielle prévue en février de la même année. Cependant, les militaires ont depuis annoncé le report de la présidentielle à une date indéterminée.

T.M.

Aes-Cédéao/Diplomatie

Faure Gnassingbé et Diomaye Faye médiateurs auprès de l'AES : la mission impossible !

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a désigné les présidents sénégalais Diomaye Faye, et togolais Faure Gnassingbé comme médiateurs auprès de l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette initiative diplomatique vise à apaiser les tensions croissantes entre l'organisation régionale et les pays du Sahel ayant récemment quitté ses rangs. Cependant, cette médiation fait face à de nombreux défis et son issue reste incertaine.

La tâche qui attend les deux médiateurs s'annonce ardue. Les divergences entre la Cedeao et l'AES sont profondes, notamment sur les questions de gouvernance, de lutte contre le terrorisme et de souveraineté nationale. La méfiance mutuelle, exacerbée par les sanctions imposées par la Cedeao, complique davantage le

dialogue. De plus, les pays de l'AES ont affiché une volonté claire de s'émanciper de l'influence de la Cedeao, perçue comme trop alignée sur les intérêts occidentaux. Cette posture pourrait limiter leur réceptivité à une médiation émanant de l'organisation régionale. Malgré ces obstacles, la médiation offre une

opportunité de renouer le dialogue et d'éviter une escalade des tensions. Le pragmatisme des dirigeants



Les dirigeants de l'AES

de l'AES, conscients des défis sécuritaires et économiques auxquels font face leurs pays, pourrait les

inciter à la négociation. Par ailleurs, la Cedeao a tout intérêt à trouver une issue diplomatique à

cette crise, qui menace sa cohésion et son influence régionale. Cette motivation pourrait se traduire par une

plus grande flexibilité dans les discussions.

L'issue de cette médiation reste incertaine, mais ses implications seront déterminantes pour l'avenir de la région. Un échec pourrait accentuer la fragmentation de l'espace ouest-africain et compromettre les efforts de coopération régionale. À l'inverse, un succès ouvrirait la voie à un nouveau dialogue entre la Cedeao et les pays du Sahel, essentiel pour relever les défis communs de sécurité et de développement.

Alexandre Wémima

Commerce extérieur

Le Togo totalise 53 milliards FCFA d'exportations vers la Cédéao en mars 2024

Le commerce extérieur du Togo montre un dynamisme des exportations du pays vers la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). En mars 2024, les exportations totales vers les pays de la Cédéao ont atteint une valeur de 52,968 milliards FCFA, soit une variation mensuelle de 73,5% et annuelle de 37,3%.

De 30,526 milliards FCFA en février 2024, les exportations togolaises ont augmenté de 22,442 milliards FCFA en mars 2024. Selon le bulletin mensuel des statistiques de mars 2024 de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), ces chiffres publiés se présentent comme suit dans l'Uemoa. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa)

représente la plus grande partie des exportations vers la Cédéao. Elle totalise des exportations estimées à 44,358 milliards FCFA, soit 83 % des ventes. Au sein de l'Union, la Côte d'Ivoire se positionne comme le partenaire commercial de choix du Togo avec 19,804 milliards FCFA. Elle est suivie par le Burkina Faso avec 8,965 milliards FCFA et le Mali 6,254 milliards FCFA d'exportation de produits togolais. Le Bénin,

le Sénégal et le Niger ferment respectivement ce classement avec 4,102 milliards FCFA, 2 873 milliards et 2 360 milliards FCFA. La Guinée-Bissau ferme la marche avec aucune exportation enregistrée.

En dehors de l'Uemoa, les exportations togolaises sont évaluées à 8,6 milliards FCFA en mars 2024. Le mastodonte économique de la région, le Nigéria a pris la 1ère place des exportations avec 4,299 milliards FCFA. Le Ghana le suit après avec 3,928 milliards FCFA. La Gambie, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone totalise 383

millions FCFA d'exportation de produits togolais. La Gambie, 35 millions, la Guinée 292 millions, le Libéria 36 millions et la Siéra Léone 20 millions. La quantité totale des exportations du Togo vers les pays de la Cédéao est de 202 133 tonnes. La quantité des exportations totales du Togo vers l'Uemoa est de 155 213 tonnes, contre 46 920 tonnes pour la zone hors Uemoa.

Composée de la République centrafricaine, République du Congo, du Cameroun, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad, la CEMAC aussi importe les produits togolais. 2 457

tonnes de produits togolais ont été exportés vers la CEMAC en mars 2024, à un coût estimé à 1 412 millions FCFA.

Zone économique prônant la libre circulation des personnes et des biens, la Cédéao, tout comme l'Uemoa jouent un rôle fondamental dans l'économie togolaise. Avec un volume de plus de 322 000 tonnes de produits, les exportations du Togo vers la Cédéao ont atteint 102,6 milliards de FCFA au cours du dernier trimestre 2023. 40% des exportations togolaises ont ainsi été absorbées par la Cédéao.

Edy Alley

SFI

Prêt d'environ 9 milliards FCFA à Star Garments pour l'industrie textile au Togo

Pour renforcer l'industrie textile togolaise, Star Garments Group Limited va bénéficier d'un appui de la Société financière internationale (SFI ou IFC). De l'ordre de 15 millions \$, soit environ 9 milliards FCFA, ce prêt servira à développer le parc textile du Togo afin de l'orienter vers l'exportation. L'information a été rendue publique, ce lundi 08 juillet par la SFI, la branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé.



Parc textile de la PIA

Entreprise de fabrication de vêtements basée au Sri Lanka et filiale à 100 % de Charles Komar & Sons, leader mondial de l'industrie de l'habillement basé aux États-Unis, Star Garments va renforcer son implantation au Togo. Concrètement, ce prêt permettra de financer la construction d'une nouvelle usine de vêtements à grande échelle au Togo. Cette usine devrait créer 4 520 emplois directs et indirects, en particulier pour les femmes, et générer une importante valeur ajoutée tournée vers l'exportation d'ici à 2030. Cet investissement marque le premier projet de Charles Komar & Sons et de Star Garments en Afrique. « IFC est fière de s'associer à Star Garments pour soutenir la création d'emplois, les exportations et le développement industriel au Togo. », a indiqué le responsable régionale de l'IFC pour le Togo, Josiane Kwenda.

Pour ce dernier, le potentiel de l'Afrique de l'Ouest à devenir une plaque tournante de l'industrie textile, grâce à une main-d'œuvre abondante et à la production locale de coton, est bien réel.

Abrité dans la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), cette usine sera dédiée à la production de vêtements "coupe-assemblage-finition" et respectera les normes LEED (Leadership in Energy and Environmental Design), garantissant des performances environnementales et sanitaires optimales. « Nous nous réjouissons de diversifier notre base de production. Notre usine au Togo offrira à nos clients un processus intégré "de la ferme au produit fini" que peu de destinations dans le monde peuvent offrir », a expliqué A. Sukumaran, directeur général de Star Garments Group.

« Star Garments est un moteur essentiel de la croissance future de Komar et nous

voyons dans son expansion en Afrique la prochaine étape de son développement. Nous sommes ravis de participer à l'essor de l'industrie manufacturière ouest-africaine », a indiqué Charlie Komar, président-directeur général de Komar, la société mère de l'entreprise Star. Ce prêt de la SFI est le résultat d'une étude menée sur la filière du coton en Afrique de l'Ouest. Ce projet titré "Cotton-to-textiles Value Chain Study in West Africa", analyse les enjeux du développement des capacités de fabrication et de la mise en place d'une chaîne de valeur textile régionale et intégrée dans plusieurs pays de la région. Les priorités stratégiques d'IFC pour le Togo sont centrées sur le transport, l'agriculture, l'énergie, la logistique, l'accès au financement, le logement, le numérique et la santé. Son portefeuille d'investissements en cours dans le pays est estimé à 131 millions de dollars en juin 2024.

Cette nouvelle usine que va accueillir la PIA témoigne de son attrait pour les investisseurs du monde entier. Disposant d'usines d'agro-transformation, d'un port sec et de plusieurs pôles de productions vitales au développement du Togo, la PIA demeure le vivier du développement national.

Edy A.

Energie

Le taux d'accès à l'électricité au Togo a crû de 18% pour atteindre 68% en 2023

Pour parvenir à l'indépendance énergétique, le Togo a multiplié les initiatives visant une meilleure couverture électrique nationale. Les progrès réalisés dans le secteur, montrent que le Togo a achevé l'année 2023 avec un taux d'accès à l'électricité estimé à 68%. Ceci correspond à une progression de 18%, comparativement à 2020 où le taux était de 50%.

Plusieurs projets militent en faveur des avancées réalisées par le Togo. Le projet de renforcement de la capacité de distribution de l'énergie, les projets Perecut, Perel, Priset, sans oublier les actions du fonds Tinga et le programme d'électrification rurale Cizo, affichent des résultats palpables sur le terrain. Avec une enveloppe de 3 milliards FCFA, le fonds Tinga consiste à raccorder les ménages à l'électricité contre le paiement d'une somme de 1 000 francs CFA. Il a permis à plus de 600 000 ménages d'avoir accès à l'électricité. Le paiement du reste de la somme est échelonné sur une période pouvant couvrir une décennie.

Quant au projet de renforcement de la capacité de distribution de l'énergie, il vise à améliorer l'accès à l'électricité dans 6 grandes villes du Togo. Il s'agit concrètement d'un projet qui consiste à établir 34 km de réseau moyenne tension de 20 KV, construire 61 postes de distribution MT/BT et 360 km de réseau basse tension (BT). Dès l'installation des infrastructures, environ 10 000 nouveaux clients, comprenant des ménages et des structures génératrices de revenus, seront raccordés au réseau électrique.

Investir dans le mix-énergétique est également l'une des ambitions du gouvernement. Le gouvernement a dans ce sens noué un partenariat public-privé pour la mise en place de la Centrale solaire photovoltaïque de Blitta. Dotée d'une capacité initiale de 50 MWc, cette centrale photovoltaïque est constituée de plus de 5 000 plaques solaires. Elle devrait générer environ 90 255 MWh d'énergie par an, et desservir en énergie, environ 158 333 ménages togolais, dont 9% de la demande de la région centrale. Un nouvel accord a été signé pour son extension en vue de porter sa capacité à 70 MWc. Renforçant les initiatives de couverture électrique, le Togo a bénéficié, le 23 mai dernier, de 120 milliards de francs CFA pour faciliter l'accès à l'électricité. Ce nouveau prêt de la Banque mondiale va contribuer à un meilleur dessert de la population en électricité.

E. Alley

Enseignement au Togo

Mécanismes de développement

À partir des travaux du Conseil présidentiel sur l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'il y a une dizaine d'années, les objectifs retenus sont la construction et la réhabilitation des infrastructures académiques, administratives, socioculturelles et sportives au sein des universités publiques du pays.

Dans l'optique de l'implémentation des recommandations dudit Conseil, les deux universités publiques

l'Université de Lomé (coût de 29,5 milliards de francs CFA) a donné lieu entre autres à la construction de 3 nouvelles agoras,

de modernisation. À l'Université de Kara, le chef de l'État a donné le ton en 2023 à la construction de nouvelles infrastructures sur le site de l'université. Le nouveau campus permettra à l'université de se conformer aux normes internationales des universités publiques et d'accueillir les 30 000 étudiants attendus à

jeunes à une instruction de qualité et de leur assurer efficacement l'intégration sociale et économique.

Nouveau campus universitaire à Kara

Avec près de 21 000 étudiants actuellement accueillis ainsi que 212 enseignants-chercheurs, l'Université de Kara est la deuxième du pays en

dont l'effectif est en constante croissance, fait partie des priorités d'un pays tourné vers l'avenir. En avril 2023, le chef de l'État a posé la première pierre de construction d'un nouveau campus définitif pour l'université. Les nouvelles infrastructures envisagées répondront aux normes internationales et s'inscrivent dans une vision visant à offrir un cadre optimal d'études et de recherches pour une éducation de qualité pour tous.

L'université veut accueillir 30 000 étudiants d'ici 2030. Les nouvelles installations sont donc conçues en fonction de cette projection. En effet, ce nouveau campus, situé à Pya (à 12 km de la ville de Kara), s'étendra à terme sur une superficie totale de 250 000 m², pour une capacité d'accueil de 30 000 étudiants. Dans une première phase, 5 bâtiments principaux seront construits sur une superficie d'environ 18 600 m². Il s'agira de la Faculté des sciences de la santé sur un espace de 5 472 m², de l'Institut supérieur des métiers de l'agriculture occupant 4 263 m², de l'Institut polytechnique et de l'innovation sur 5 920



Enseignement supérieur

du pays ont réalisé de remarquables prouesses en termes de modernisation de leur curriculum de formation et de leurs infrastructures d'accueil. Des avancées qu'il est désormais question de consolider, tandis que le gouvernement se donne de nouvelles ambitions pour l'enseignement supérieur national.

Enseignement supérieur : actions de développement

Le Plan stratégique décennal de développement 2014-2024 pour l'Université de Kara et le Plan stratégique de modernisation (2015-2020) pour l'Université de Lomé sont des schémas qui orientent l'action de développement des deux institutions. Comme retombées, le plan directeur (2017-2019) qui a découlé du plan de modernisation de

d'un amphithéâtre de 1 500 places, des routes bitumées, et d'une clôture de 3 000 mètres linéaires. À l'Université de Kara, 3 nouvelles infrastructures ont été construites en 2020 pour un coût de 900 millions de francs. L'université s'est aussi engagée en 2020 à accompagner la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022), devenu depuis la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, à travers 17 projets phares dans des domaines tels que la technologie, l'énergie, l'éducation, les infrastructures, la santé, l'inclusion sociale, la digitalisation et l'agriculture durable.

L'action de l'Université de Lomé est désormais portée par un Plan stratégique de développement 2021-2025, un outil qui est appelé à propulser davantage l'institution dans sa vision

l'horizon 2030.

Au-delà de toutes ces ambitions, le projet clé de l'heure est celui de

termes d'effectif. Après 20 ans d'activité, l'institution souhaite désormais se doter d'infrastructures



Enseignement technique

la construction d'une nouvelle université publique à Datcha (150 km au nord de Lomé), conformément à l'ambition de favoriser l'accès des

à la hauteur de ses défis actuels et de ses nouvelles aspirations.

Son projet de construction de nouvelles installations pour l'accueil des étudiants

m². De plus, la présidence de l'université occupera une superficie de 2 101 m² tandis que le restaurant

universitaire sera construit sur 830 m². Le nouveau projet prévoit également des cités universitaires pour 10 000 étudiants,

le marché du travail après leur formation. Péle-mêle, l'enseignement technique couvre des domaines comme

éducative nationale, corriger les disparités et améliorer l'efficacité et la qualité du service éducatif pour optimiser la

Le 2 novembre 2023, une plateforme numérique dénommée Inserjeune a été lancée pour l'évaluation de l'efficacité des programmes dans le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Il permettra de suivre et d'anticiper les besoins réels en compétences sur le marché du travail. De 2021 à 2023, la phase expérimentale d'Inserjeune a permis d'enrôler 6 091 apprenants et diplômés.

est de définir une stratégie pour la mise en œuvre de la politique en matière des TICE (Technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement). Cela passera notamment par l'élaboration d'un diagnostic approfondi des infrastructures existantes en milieu scolaire, en termes de besoins en équipements et en connectivité ; le but étant de proposer une feuille de route pour la conception et le déploiement d'une plateforme d'apprentissage en ligne.



Université de Kara

une bibliothèque centrale, un centre hospitalier universitaire, une maison d'hôtes ainsi que des espaces verts, de loisirs et de sports.

La modernisation des installations faisait déjà partie intégrante du Plan stratégique décennal de développement 2014-2024 élaboré par l'université et qui sert jusqu'à présent de repère à ses démarches de modernisation. L'axe 4 dudit plan, qui prévoit l'amélioration de sa capacité d'accueil et d'encadrement, a déjà donné lieu à des projets de construction de bâtiments modernes au sein de l'université.

L'institution, qui souhaite également renforcer son ancrage dans l'environnement socioéconomique, se positionne comme un acteur majeur dans la concrétisation des ambitions de la Feuille de route gouvernementale, en intégrant dans son offre de formations des filières telles que le multimédia et Internet, la sécurité informatique et la cybersécurité, la maintenance industrielle et les services, le contrôle, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments...

Coup d'accélérateur à l'enseignement technique

L'enseignement technique est souvent lié à des métiers ou des professions spécifiques. Il fournit aux étudiants les compétences pratiques indispensables pour affronter sans difficulté

l'ingénierie, la mécanique, l'informatique, l'électricité, la construction, la cuisine, la santé, l'agriculture, etc. Il peut être dispensé dans des établissements d'enseignement spécialisés : lycées techniques, écoles professionnelles, centres de formation professionnelle...

La Feuille de route prône, dans ses projets prioritaires P9 et P10, « l'augmentation des capacités d'accueil scolaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, dans le but d'offrir une éducation accessible au plus grand nombre et en phase

gestion et la gouvernance du système éducatif dans son ensemble », donc également de l'enseignement technique.

Des initiatives sont prises dans le cadre de la Stratégie nationale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle depuis 2020. En novembre 2023 au Conseil des ministres, l'exécutif a pu constater qu'elles ont engendré l'accroissement des capacités d'accueil. On indique que l'augmentation moyenne annuelle des effectifs est supérieure à 5 000 apprenants. Les pouvoirs publics indiquent que « les besoins estimés en termes d'infrastructures d'ici 2025



Élèves et Tic

avec le marché du travail ». Par ailleurs, le Plan sectoriel de l'éducation (PSE 2020-2030) se donne pour objectif « d'équilibrer la pyramide

s'élèvent à 1 057 salles de classe pour l'enseignement technique et la formation professionnelle ; et les besoins en personnel se chiffrent à 719 ».

dans la continuité des acquis des précédentes initiatives.

La principale mission de cette nouvelle commission

Dans sa Stratégie Togo Digital 2025, le gouvernement exprime le vœu d'accélérer l'inclusion sociale et le développement économique par le numérique à l'horizon 2025. L'un des 9 programmes structurants pour y parvenir est la facilitation de l'accès aux services sociaux de base par le numérique. Le volet éducation de ce programme structurant prévoit notamment de déployer des outils et équipements numériques pour suivre le parcours et la performance des professeurs, élèves et étudiants ; d'équiper les administrations et professeurs en PC et d'installer des salles informatiques dans les écoles publiques ; d'équiper chaque ménage d'élève d'une tablette.

Attipoe Edem Kodjo

Jeu

Aidez MIKEY à trouver sa voiture. Faites toutes les opérations et reliez les résultats pairs dans le bon ordre.

C'est -à-dire que MIKEY passera uniquement par les voies où les résultats sont pairs.

Leçon

Un homme a vu un serpent brûler et a décidé de le retirer du feu.. Quand il l'a fait, le serpent l'a mordu, lui causant une douleur atroce.. L'homme a laissé tomber le serpent et le reptile est immédiatement retombé dans le feu..

Alors l'homme a regardé autour de lui, a trouvé une barre de métal et l'a utilisé pour sortir le serpent du feu et sauver leur vie. Quelqu'un qui regardait s'est approché de l'homme et

a dit: «Ce serpent vous a mordu. Pourquoi essayez-vous toujours de la sauver?"

L'homme a répondu : "La nature du serpent est de mordre, mais cela ne changera pas ma nature pour aider."

Ne changez pas votre nature simplement parce que quelqu'un vous fait du mal.. Ne perdez pas votre bon cœur, mais apprenez à le protéger..

Photo du jour



Légendez et commentez la photo ci-dessus

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

- BIBLIOTHEQUE NATIONAL:** Quartier Admi Tel: 22 21 04 10
- CENTRE CULTUREL LOYOLA** Quartier Agoé en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77
- INSTITU FRANÇAIS DE LOME:** Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

- GRAIN DE PENSEE:** 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43
- LIBRAIRIE BON PASTEUR:** Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66
- LIBRAIRIE BONNE SEMENCE:** Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août
- LIBRAIRIE STAR:** Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

- CENTRE BRIN DE CHOCOLAT:** Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86
- CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN;** Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16
- CENTRE CULTUREL: LOYOLA;** Quartier Agoé Tel: 90 64 80 77

- CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

- CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

- ALLURE MODE AGENCE;** Tel: 99 22 04 62
- CHALLENGE AGENCE;** Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

- HARMONIE SIGNATURE:** Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55
- CANAL OLYMPIA:** Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52
- CINEMA GREENFIELD:** Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

- AG Partners:** Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com
- Larry Event Day (LED)**
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

- CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)
- RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
- LE CHAMPION SUPER MARCHÉ:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

- MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marche Le Champion)
- MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marché RAMCO)
- PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

- AFT:** Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
- COURS DE CAPOEIRA:** Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
- COURS DE ZUMBA:** HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
- COURS DE ZOUMBA** (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75
- CIE CADAM** (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
- SALSA** (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

- AERO-CLUB DU GOLFE** (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

- DHL** (Qtier Nyékonakopé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
- EMS TOGO** (Tél: 22 26 70 51)
- FEDEX** (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
- TOP CHRONO** (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
- SDV EXPRESS** (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

- MOOV:** Tél: 22 20 13 20
- TOGO CELLULAIRE:** Tél: 22 22 66 11
- TOGO TELECOM:** Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

- DR CORINNE JOULIN-KARKA:** Tél: 22 23 46 77
- CLINIQUE BIASA;** Tél: 22 21 11 37
- CLINIQUE SAINT-RAPHAËL;** Tél: 22 25 92 77
- CHU TOKOIN;** Tél: 22 21 25 01
- CHU CAMPUS;** Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
- HORLOGE PARLANTE;** Tél: 116
- CLINIQUE UNIDIAL** spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

- RESTAURANT LE TABLIER** (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80
- HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
- HÔTEL BALKAN** (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63
- LE MERLOT** (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

- Le NAUTILUS-FITNESS:** HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
- BODYBUILDING-CLUB** (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72
- GYM CENTER** (Qtier Nyékonakopé, Avenue Joseph Strauss);
Tél: 90 04 76 60
- GYM FIL «O» PARC** (Agoé Nyivé); Tél: 22 35 18 28
- GYM GHIS PALACE** (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien TOGO MATIN !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un(e) ami(e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
Profession ou activité:
Adresse: / BP:
Tél: / E-mail:

► **Je m'abonne**

01	Abonnement mensuel:	5.000 FCFA
02	Abonnement trimestriel:	15.000 FCFA
03	Abonnement semestriel:	20.000 FCFA
04	Abonnement annuel:	40.000 FCFA

En un clic,
payez votre
TVM
par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play



Gaz d'échappement

Identifier les véhicules responsables de la majorité de la pollution atmosphérique

Le Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29) de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-Onu) a adopté un amendement à la Règle no 1 de l'Accord de 1997 qui permet d'introduire une procédure d'essai plus robuste pour mesurer les émissions de particules d'échappement lors des contrôles techniques périodiques pour tous les véhicules légers à moteur diesel (voitures particulières et camionnettes) équipés d'un filtre à particules diesel.

La nouvelle procédure est réalisée à l'aide d'un instrument de comptage des particules (PN-PTI), qui fournit une évaluation plus précise des émissions de gaz d'échappement et permet ainsi de mieux identifier les véhicules à fortes émissions qui sont responsables de la majorité de la pollution atmosphérique due à la circulation dans les zones

urbaines.

Un moyen fiable et rapide

Le test PN-PTI constitue un moyen fiable et rapide de détecter les véhicules



Un véhicule libère de la fumée à travers son tuyau d'échappement

à fortes émissions et peut aider à déceler l'enlèvement et la falsification des filtres à particules ou d'autres dysfonctionnements. Il est réalisé au ralenti, avec le véhicule à l'arrêt, à l'aide d'un testeur PN portable.

Ce nouvel amendement est le dernier d'une série de décisions réglementaires adoptées par le Forum mondial visant à assurer l'harmonisation mondiale

des essais de contrôle technique périodique afin de garantir que tous les véhicules déployés sur la route sont sûrs et propres. Le test PN-PTI remplace les anciennes méthodes basées sur la mesure des

fumées (tests d'opacité des fumées) qui ne sont pas assez sensibles pour les moteurs diesel modernes. Le test est applicable aux véhicules diesel équipés de filtres répondant à certaines normes d'émission, qui ont récemment été déployées en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse, où ce nouveau dispositif a prouvé sa rentabilité et son efficacité dans la détection des grands émetteurs.

Une plateforme mondiale unique

Suite à l'entrée en vigueur de l'amendement à la Règle n° 1 des Nations unies le 21 juin 2024, toutes les parties contractantes à l'Accord de 1997 ont désormais la possibilité de déployer le test PN-PTI, qui a le potentiel de réduire l'impact nocif des gaz d'échappement des véhicules sur la qualité de l'air, la santé et l'environnement.

Le Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules, hébergé par la CEE-Onu, est une plateforme mondiale unique responsable des cadres réglementaires concernant la sécurité et la performance environnementale des véhicules, de leurs sous-systèmes et de leurs pièces.

Le Forum mondial gère trois accords mondiaux sur les véhicules : l'accord de 1958 (règlements de l'Onu), l'accord de 1998 (règlements techniques mondiaux de l'Onu) et l'accord de 1997 (règles de l'Onu sur les contrôles techniques périodiques). Tout pays membre des Nations unies peut participer aux activités du Forum mondial et adhérer aux accords.

Edem Dadzie

Crise climatique

Ne pas laisser pour compte les communautés les plus vulnérables

Ces derniers mois, des camps temporaires pour les personnes déplacées et des sites de réfugiés en Afrique, en Asie et même en Amérique du Sud ont été touchés par une série d'inondations catastrophiques, de tremblements de terre, de cyclones, de tempêtes et de vagues de chaleur.

Ces événements climatiques extrêmes et catastrophes dévastatrices ébranlent de nombreuses communautés de réfugiés et d'autres personnes déplacées dans le monde entier, aggravant leur situation et, dans certains cas, les obligeant à repartir de zéro. « La fréquence, l'intensité et l'ampleur de ces catastrophes climatiques sont un signal d'alarme qui ne doit pas être ignoré. Si la crise climatique a des répercussions sur l'ensemble de la planète, ce sont les plus vulnérables, qui ont le moins contribué au changement climatique, qui en font les frais », a déclaré lors d'un point de presse, Andrew Harper, conseiller spécial du Haut-commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR). Le monde doit agir maintenant pour s'assurer que les communautés les plus vulnérables ne sont pas laissées pour compte.

Plus de 40.000 réfugiés touchés lors des inondations au Brésil

Au Brésil, des inondations dévastatrices dans l'État méridional du Rio Grande do Sul le mois dernier ont coûté la vie à au moins 170 personnes, déplacé

plus d'un demi-million de personnes (630.000) et affecté au total quelque 2,39 millions d'individus. Parmi les personnes touchées, 43.000 réfugiés, dont des Vénézuéliens, des Haïtiens et des Cubains. Les réfugiés ont décrit aux équipes du HCR comment ils ont échappé à la mort, perdu leurs campements, leurs maisons, leurs biens et même leurs entreprises.

« Dans la banlieue de Porto Alegre, la capitale de l'État, une mère réfugiée a raconté que son campement informel avait été emporté par les eaux et qu'elle avait dû se réfugier sur un toit, attendant deux jours avant d'être secourue. Bien que les eaux se retirent maintenant, les conséquences se font encore sentir », a témoigné M. Harper. Les communautés hôtes brésiliennes et les réfugiés qui ont perdu leurs maisons sont maintenant hébergées dans des abris d'urgence ou partagent des maisons privées avec de nombreuses autres familles sinistrées. Près de deux mois plus tard, nombreux sont ceux qui choisissent de rentrer chez eux, même dans les zones à haut risque où les conditions de vie ne sont

pas décentes. Les dernières inondations font suite à une série d'autres événements climatiques extrêmes dans le pays, y compris des incendies record et l'une des pires sécheresses.

Inondations dévastatrices en Afrique de l'Est et dans les Grands Lacs

Ailleurs, des catastrophes climatiques ont également



Un déplacement de populations dû à des inondations en Afrique

frappé des régions d'Afghanistan, du Bangladesh et d'Afrique de l'Est au cours des dernières semaines. En Afrique de l'Est et dans la région des Grands Lacs, des centaines de milliers de réfugiés et de déplacés internes subissent encore les graves conséquences des inondations dévastatrices qui ont balayé la région entre avril et mai de cette année. Au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda et en Somalie (les pays les plus durement touchés), les maisons de nombreux réfugiés ont été inondées ou détruites, et des

infrastructures essentielles comme les routes, les systèmes de drainage et les installations sanitaires ont été endommagées. Ayant perdu leurs maisons et leurs moyens de subsistance, de nombreux réfugiés ont été contraints de se déplacer à nouveau en quête de sécurité. Le HCR est également préoccupé par le risque élevé d'inondations au Soudan et au

sur le terrain, soutenant les gouvernements et les partenaires, afin de fournir une aide urgente aux personnes les plus touchées. Alors que la situation devrait s'aggraver au cours de l'année, l'agence onusienne a lancé un appel de près de 40 millions de dollars pour aider et protéger 5,6 millions de réfugiés, de rapatriés, de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de communautés locales au Burundi, en Éthiopie, en Somalie, au Rwanda, au Soudan du Sud et au Soudan.

Cette somme couvrira les secours d'urgence, notamment les abris, l'assistance en espèces pour aider les familles touchées par les inondations à acheter des produits de première nécessité, ainsi que le renforcement des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les sites de déplacement et les communautés d'accueil. Plus globalement, le HCR continue de plaider auprès de tous les pays d'accueil et de la communauté internationale pour que les réfugiés et autres populations déplacées soient inclus dans les programmes de protection sociale, les plans d'urgence, les plans d'atténuation des risques, de reconstruction et d'adaptation.

La rédaction



En Direct sur TVT
et 5 Chaines TV
en AFRIQUE

Diner de Gala
EVENEMENT DE L'ANNÉE

GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU TOGO

27 JUILLET

2024

HOTEL SARAKAWA

La plus prestigieuse cérémonie de remise
de distinction en Afrique

CELEBRONS LA PERFORMANCE ET L'INNOVATION

INFOLINE

00228 70 22 77 08

www.ecofieafric.com

DU 1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE

PRÊT SCOLAIRE

0%

TAUX D'INTÉRÊT

Disponible
en

24h



PLUS DE SOUCIS
pour la rentrée scolaire
de nos enfants.

Jusqu'à **5 mois** du **salaire net***

RDV EN AGENCE

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



*Offre soumise à conditions